

**ÉTUDES
DE L'IFRI**

CENTRE AFRIQUE SUBSAHARIENNE



**OCTOBRE
2026**

La diaspora congolaise en France

Histoire, sédentarisation et transmigration

Véronique MOUFFLET
Marc-André LAGRANGE



L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité des auteurs.

Note réalisée par l’Institut français des relations internationales pour la Direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère des Armées, dans le cadre du partenariat entre l’Observatoire de l’Afrique centrale et orientale et l’Institut français de recherche en Afrique (IFRA-Nairobi).



ISBN : 979-10-373-1261-7

© Tous droits réservés, Ifri, 2026

Couverture : L’ambassade de la République démocratique du Congo à Paris, le 24 mai 2024
© Vernerie Yann/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Véronique Moufflet et Marc-André Lagrange, « La diaspora congolaise en France. Histoire, sédentarisation et transmigration », *Études de l’Ifri*, Ifri, octobre 2026.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteurs

Véronique Moufflet est anthropologue diplômée de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et spécialiste de la République démocratique du Congo (RDC). Ses travaux portent notamment sur les violences sexuelles en contexte de conflit, les stratégies de recours aux soins, ainsi que les pratiques artistiques contemporaines à Kinshasa.

Marc-André Lagrange est analyste et expert de la RDC. Il a travaillé à de nombreuses reprises pour les Nations unies et l'Ifri sur la gouvernance, l'économie et les conflits en RDC et dans la région des Grands Lacs.

Résumé

Les principales conclusions de cette étude sont les suivantes :

- La diaspora congolaise en France est le résultat de plusieurs vagues migratoires liées aux vicissitudes de l'histoire de la République démocratique du Congo (RDC).
- Le rapport politique entre la diaspora et les régimes congolais a été tendu de Mobutu à Joseph Kabila, au point de faire de la France l'un des foyers de l'opposition radicale. Ce rapport s'est amélioré avec l'avènement au pouvoir de celui qui est perçu comme un symbole de la diaspora belge, Félix Tshisekedi.
- Les migrants congolais du siècle dernier se sont sédentarisés, intégrés à la société française et ont donné naissance à la première génération de Franco-Congolais qui sont animés par un désir de Congo. Le pari du retour n'est pas souvent un pari gagnant.
- La diaspora joue un rôle politique et économique entre la France et la RDC qui n'est pas dénué d'ambiguïtés.

Executive summary

The main findings of this study are the following :

- The Congolese diaspora in France is the result of several waves of migration linked to the vicissitudes of the history of the Democratic Republic of Congo.
- The political relationship between the diaspora and the Congolese regimes was tense from Mobutu to Joseph Kabila, to the point of making France one of the hotspots of radical opposition. This relationship improved with the rise to power of Félix Tshisekedi, perceived as a symbol of the Belgian diaspora.
- Congolese migrants of the last century settled down, integrated into French society and gave birth to the first generation of Franco-Congolese who are driven by a desire for Congo. For them, returning to Congo is not often a winning bet.
- The diaspora plays a political and economic role between France and the DRC, which is sometimes ambiguous.

Sommaire

INTRODUCTION	5
DE KINSHASA À PARIS : LE VOYAGE HISTORIQUE DE LA DIASPORA ...	7
De l'indépendance à la chute de Mobutu : des pionniers de la migration aux vagues migratoires	8
L'ère Kabila : la diaspora, foyer de l'opposition radicale.....	10
Tshisekedi au pouvoir : la diaspora entre espoir, déception et remobilisation	13
LES RESSORTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE L'IMMIGRATION EN FRANCE	17
Les études supérieures, une motivation migratoire en déclin.....	17
La diaspora des arts	18
L'immigration économique	22
LA DIASPORA ENTRE SÉDENTARISATION ET TRANSMIGRATION ...	25
Logique de sédentarisation : de la diaspora congolaise aux Franco-Congolais.....	25
Le rôle politique de la diaspora	27
<i>Devenir acteur de la politique française pour changer la RDC</i>	<i>28</i>
<i>S'engager en France contre le conflit en cours en RDC.....</i>	<i>29</i>
Le rôle socio-économique de la diaspora	31
Paris-Kinshasa-Paris : le désir contrarié de retour des Franco-Congolais	33
CONCLUSION	36

Introduction

La diaspora est une notion aux définitions évolutives et controversées¹. L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) définit la diaspora congolaise comme les individus arrivés en France avec la nationalité congolaise ou zaïroise même s'ils ont acquis plus tard la nationalité française. Cette communauté compte 85 100 membres ; c'est la première communauté de ressortissants de la République démocratique du Congo (RDC) en Europe, devant la Belgique (44 715 membres²). Dans l'imaginaire des Congolais vivant en RDC, la diaspora regroupe les personnes d'origine congolaise vivant en Europe, aux États-Unis et au Canada. Les Congolais vivant en dehors de la RDC sur le continent africain ne sont considérés que comme des « réfugiés ». En revanche, pour la communauté congolaise installée en France, la diaspora a été formée par les migrants arrivés entre 1970 et 2000, excluant *de facto* les migrants du XXI^e siècle, originaires généralement de l'Est congolais. Bien qu'ils ne fassent pas partie *stricto sensu* de la diaspora, les enfants nés en France de parents d'origine congolaise s'identifient souvent à cette dernière. Pour eux, « être congolais » est une identité culturelle définie par le lingala, la sape et la rumba, avant d'être une nationalité. La diaspora ne désigne donc pas la même réalité selon les perspectives et les interlocuteurs.

Malgré cette difficulté conceptuelle, cette étude vise à décrypter l'histoire, la composition et les rôles de la diaspora congolaise en France. Cette diaspora est à la fois ancienne (elle remonte aux années 1960-1970) et contemporaine. En effet, bien qu'en forte diminution, la migration de la RDC vers la France n'a toutefois pas disparu. Selon le rapport d'activité de 2023 de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), 7 980 personnes en provenance de la RDC ont déposé une demande d'asile cette même année. Ces demandes sont en constante augmentation depuis la crise du M23 et la réélection du président Tshisekedi. De ce fait, une autre diaspora, venue de l'est et parlant swahili, est en train de s'installer en France. Derrière une homogénéité culturelle et une image forgée par les primo-arrivants se dissimulent la diversité et la complexité de la communauté congolaise en France. Celle-ci comprend désormais plusieurs composantes, détaillées dans cette étude. Les diverses vagues migratoires ont été symbolisées par plusieurs figures sociales : l'étudiant tout d'abord, puis l'exilé, l'artiste et le travailleur. Nés en France, les enfants de ces migrants constituent la première génération de Franco-Congolais qui maintient des

1. S. Dufoix, *La dispersion. Une histoire des usages du mot diaspora*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011.

2. Répartition des immigrés par pays de naissance détaillé, Afrique, INSEE, 2025, disponible sur : www.insee.fr.

liens affectifs avec le pays de leurs ancêtres et qui revendique son identité congolaise pour mieux s'intégrer dans un monde globalisé. Paradoxalement, pour les Franco-Congolais, le retour au pays de leurs parents est souvent une déception, tandis que leur identité congolaise constitue un moyen de se distinguer en France.

Cette étude retrace la formation de la diaspora, indissociable de l'histoire politique congolaise (I). L'immigration congolaise en France ne résulte pas seulement des péripéties politico-sécuritaires de la RDC mais repose aussi sur des ressorts socio-économiques (II). Par ailleurs, la diaspora, qui s'est sédentarisée dans la société française, et sa descendance, qui porte un regard critique sur celle-ci et est tentée par le pari du retour, jouent désormais un rôle économique et politique substantiel et ambigu dans les relations entre les deux pays (III).

Basée sur des entretiens directs avec plus d'une centaine de Congolais en RDC et de membres de la diaspora en France, menés entre 2018 et 2025, cette étude dresse un portrait nécessairement incomplet de cette communauté aux multiples facettes. Les entretiens et les observations participatives menés de 2018 à 2019 et de 2023 à 2025 ont permis de rencontrer une vaste gamme de personnes concernées par la problématique diasporique : associations d'aide aux réfugiés, migrants sédentarisés en France, repatriés³ à Kinshasa, Franco-Congolais à Paris et candidats à l'expatriation à l'est de la RDC⁴. Les entretiens ont permis de recueillir des parcours de vie à la fois riches et divers, dont certains sont présentés sous forme d'exemples biographiques dans le texte. À la demande de la majorité des intéressés, ces témoignages ont été anonymisés.

Afin d'assurer une bonne compréhension du texte, certaines précisions terminologiques sont nécessaires :

- « diaspo » est le terme couramment employé par les Congolais pour désigner un membre de la diaspora ;
- « repatrié » désigne une personne d'ascendance africaine qui retourne s'installer en Afrique ;
- « franco-congolais » désigne les personnes d'ascendance congolaise, nées ou arrivées jeunes en France, et ayant passé la majeure partie de leur existence en France.

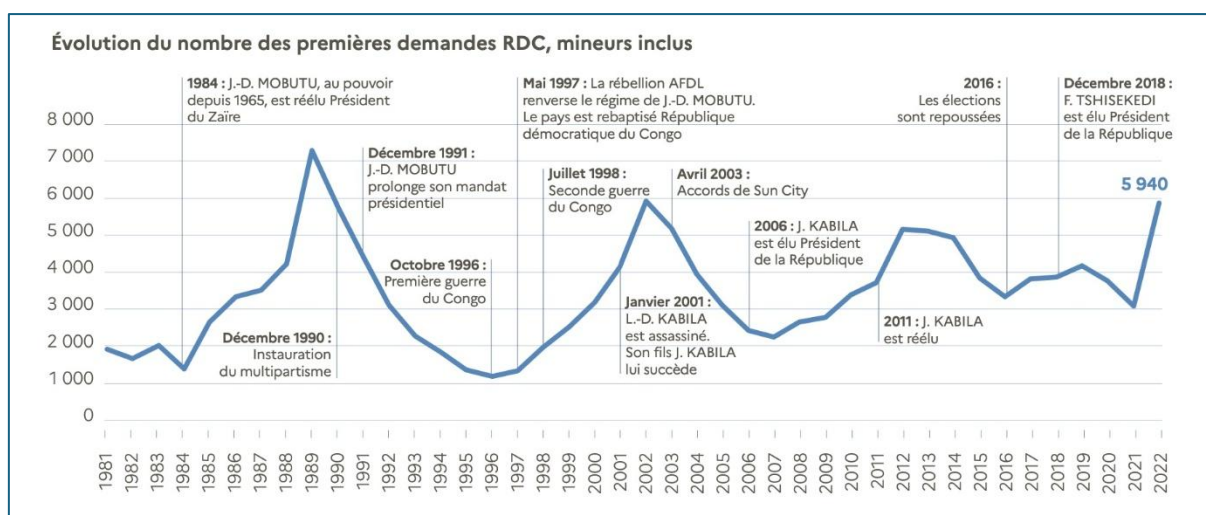
3. G. Balizet, « "L'Afrique c'est le futur" : trajectoire de *repats* entrepreneurs dans le secteur culturel au Sénégal », thèse, Aix-Marseille Université, 2024.

4. Pour plus de détails sur les nouveaux phénomènes de migration des populations congolaises, voir : A. Mangalu Mobhe, « Analyse comparative des migrations congolaises vers l'Afrique, l'Europe, l'Amérique et l'Asie », International Migration Institute, 2008.

De Kinshasa à Paris : le voyage historique de la diaspora

La diaspora a joué et joue un rôle important dans l'histoire politique de la RDC depuis l'indépendance en 1960 jusqu'à présent. Ainsi, l'arrivée de Félix Tshisekedi au pouvoir, en janvier 2019, incarnait le retour par le haut d'un enfant de la diaspora, venant clore l'histoire d'un long exil forcé⁵. L'émigration vers la France a commencé immédiatement après l'indépendance avec une migration élitaires de formation des cadres. Tandis que le régime dictatorial de Mobutu s'installait dans la durée, la France devenait une terre d'asile.

Ainsi, la France a rapidement acquis un statut spécial dans l'imaginaire congolais, véhiculé par l'expression « Bandal c'est Paris⁶ », avant de devenir une terre d'accueil puis de résistance politique. Le tableau ci-dessous illustre la corrélation entre l'évolution des demandes d'asile en France et les vicissitudes de l'histoire congolaise.



Source : Office français de protection des réfugiés et apatrides, Rapport d'activité 2022, à l'écoute du monde, 2022.

5. Entretien avec des membres de la diaspora, Kinshasa, Paris, 2018 et 2025.

6. Expression populaire faisant référence à la chanson de Papa Wemba « Champs-Élysées » et à la prospérité réelle ou imaginaire des congolais installés à Paris ainsi qu'à la présence de l'orchestre Quartier Latin.

De l'indépendance à la chute de Mobutu : des pionniers de la migration aux vagues migratoires

Contrairement à d'autres histoires coloniales, la colonisation belge se caractérisait par une séparation forte entre autochtones congolais et citoyens belges⁷. En 1958, l'administration belge reconnaissait le statut d'« immatriculé » à seulement 217 individus « d'exception » sur les 13 millions d'habitants du Congo belge. Ce n'est qu'en 1950 que quelques Congolais furent autorisés à venir étudier à l'Université Libre de Bruxelles puis à celle de Louvain, et que se formèrent les prémices de la diaspora congolaise. Parmi ces étudiants précurseurs se trouvaient les futurs commissaires généraux mis en place par Mobutu après son premier coup d'État le 19 septembre 1960.

Peu après la Belgique, la France accueillit des étudiants congolais dans les années 1960 et 1970. Cette première vague de migrants, principalement masculine, était une migration élitaires de formation, donc, en principe, à vocation temporaire⁸. Les étudiants congolais sélectionnés pour ces formations appartenaient alors à l'élite sociale et éducative du pays nouvellement indépendant. Le putsch de 1965 mené par Mobutu, puis la politique de zaïrianisation, furent les premiers facteurs de l'installation des migrants en provenance du Congo et du Zaïre. Les premiers réfugiés politiques apparurent à la charnière des années 1960 et 1970 et s'ajoutèrent aux autres composantes de la communauté congolaise vivant en France : les hommes d'affaires et les étudiants⁹. Réalisé en 2016, le film « Bienvenue à Marly-Gomont¹⁰ », qui raconte l'installation romancée d'un médecin zaïrois et de sa famille dans l'Aisne, illustre l'histoire de cette première vague migratoire. Son scénariste, Kamini Zantoko, est né dans l'Aisne en 1979 de parents immigrés congolais.

Le durcissement du régime Mobutu au début des années 1980 entraîna une seconde forme de migration, l'exil politique. La création de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) en 1982, premier et unique parti d'opposition au régime du maréchal Mobutu, et la répression qui s'ensuivit, provoquèrent une augmentation du nombre de demandeurs d'asile en France et en Belgique¹¹.

7. T. Vircoulon, « Le régime racial du Congo colonial ou l'apartheid selon les Belges », in M. Prum (dir.), *Ethnicité et eugénisme, discours sur la race*, Paris, L'Harmattan, 2009.

8. Entretiens avec des membres de la diaspora, Paris, 4 et 18 mars 2025.

9. G. Boudimbou, « Stratégie résidentielle des immigrés congolais en France. Entre retour et installation », *Les Annales de la recherche urbaine*, 1993.

10. « Bienvenue à Marly-Gomont », 2016, réalisé par Julien Rambaldi sur un scénario de Kamini Zantoko.

11. Découvrez les années 1980, *Histoire de l'OFPPA*, Office français de protection des réfugiés et apatrides, disponible sur : www.ofppa.gouv.fr [consulté le 3 avril 2025].

La cellule de l'UDPS France fut créée dès 1983 par François Muamba Tshisimbi¹², qui était arrivé en France en 1980 pour y faire des études. Entre 1983 et 1991, 31 000 personnes originaires du Zaïre demandèrent l'asile en France¹³. Toutefois, du fait des liens entre les gouvernements français et congolais, très peu de demandes furent acceptées¹⁴. La division politique de la diaspora entre pro- et anti-régime, ainsi que la répression contre les membres de l'UDPS par les services de sécurité de Mobutu, imposèrent une atmosphère de suspicion au sein de la diaspora en formation en France, les mouchards et agents infiltrés dans les milieux d'opposition n'étant pas rares¹⁵. Parmi les personnalités politiques contemporaines qui ont fait partie de cette vague migratoire figurent notamment Martin Fayulu (candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2018) et Fidèle Babala (député national). Comme beaucoup d'autres à cette époque, ils vinrent en France, principalement à Paris, pour faire des études et commencèrent à militer dans les milieux d'opposition. Les migrants fuyant le régime étaient principalement originaires des provinces de l'ouest du pays (Bas-Congo, Bandundu et Kasai¹⁶).

Pour ceux qui parvenaient en Europe, la principale possibilité de rester légalement une fois leur visa expiré était d'obtenir l'asile politique. Une partie des migrants arrivait alors en France *via* le Congo-Brazzaville ou la Belgique. En effet, s'il n'y avait pas d'accord de migration entre la France et le Zaïre, il y en avait entre la France et le Congo-Brazzaville, ainsi qu'entre le Zaïre et la Belgique. Une fois leur visa expiré¹⁷, les migrants faisaient une demande auprès de l'OFPRA, puis en cas de rejet, ils faisaient appel devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA). À cette période, les rejets étaient fréquents car la législation française exigeait de nombreux documents qui faisaient souvent défaut aux demandeurs d'asile¹⁸. À Kinshasa, dans le quartier de Ndjili qui jouxte l'aéroport, un commerce de faux papiers et de facilitateurs fut mis en place. En outre, la corruption au sein des services administratifs et sécuritaires congolais permettait d'obtenir des passeports et des justificatifs divers et variés. La capitale voisine de Brazzaville représentait une autre voie d'accès, les aspirants à l'exil cherchant à profiter des accords de migration entre la France et la République du Congo en se faisant passer

12. François Muamba Tshisimbi est un homme politique congolais. Fondateur de la cellule de l'UDPS en France, il est rentré au Zaïre pour devenir ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Artisanat de Mobutu en 1991, puis conseiller à la présidence jusqu'en 1997. En 1999, il adhéra au Mouvement pour la libération du Congo de Jean-Pierre Bemba et devint ministre du Budget de 2002 à 2006 durant la transition. Il a été député national de 2006 à 2011 puis a été nommé coordinateur du Mécanisme national de suivi de l'accord d'Addis-Abeba de 2013 à 2016. En 2023, il rejoint l'équipe des conseillers de Félix Tshisekedi.

13. J. François, « De l'exil à l'asile en Europe », *Approches polémologiques. Conflits et violence politique dans le monde au tournant des années quatre-vingt-dix*, Fondation pour les études de défense nationale, 1991.

14. F. Ploquin, « De sinieuses histoires d'exil », *Plein Droit*, n° 18-19, 1992.

15. Entretiens avec des membres de la diaspora, Paris, 12-14 mars 2025.

16. Entretiens avec des membres de la diaspora, Paris, 11 mars 2025.

17. L'instauration d'un visa pour les personnes en provenance du Zaïre date de 1981.

18. M. Couillet, « Les Africains subsahariens vivant en France : caractéristiques sociodémographiques et accès aux soins », *Working Paper du Ceped*, n° 9, Centre population et développement, 2010.

pour des citoyens de l'autre côté du fleuve. À l'inverse, certains citoyens du Congo-Brazzaville se faisaient passer pour des réfugiés zaïrois une fois arrivés en France afin d'obtenir l'asile politique. La persécution pour appartenance à l'UDPS était la raison évoquée lors des demandes d'asile et les faux militants de ce parti étaient donc nombreux parmi les demandeurs d'asile à cette période¹⁹.

En outre, à cette époque, l'évolution de la politique migratoire française contribua aussi à modifier la composition de la diaspora. À partir de 1981, l'arrivée de familles fut facilitée par l'abolition de la loi Bonnet et le regroupement familial²⁰. En 1990, 30,1 % des demandes d'asile étaient faites par des femmes, dont 5,2 % étaient des femmes de moins de 35 ans mariées²¹. Cette féminisation s'amplifia après 1995 et la reconnaissance des liens familiaux des réfugiés²². Toutefois, la politique de lutte contre l'immigration clandestine fit baisser le nombre de demandeurs d'asile à partir de 1992. De même, le gouvernement réduisit peu à peu les possibilités de regroupement familial pour les migrants installés de longue date²³.

L'ère Kabila : la diaspora, foyer de l'opposition radicale

Alors que depuis les années 1960, la Belgique était le foyer de la diaspora politique congolaise, la France prit progressivement le relais après la chute de Mobutu. Au sein de la diaspora zaïroise en France, la chute de Mobutu en 1997 et la mise en place chaotique des régimes de Kabila père et fils provoquèrent plusieurs mouvements contraires. D'une part, après les militants réels ou fictifs de l'UDPS, ce fut au tour des Mobutistes de quitter le Zaïre. D'autre part, une partie de la diaspora congolaise opposée au régime de Mobutu revint au pays. Ce fut le cas, par exemple, d'Auguste Mampuya Kanunk'a²⁴ qui participa à la rédaction de la constitution de la Troisième République en 2006²⁵.

À l'inverse, le changement de régime et la deuxième guerre du Congo provoquèrent de nouvelles vagues de départs. De 1997 à 2002, les demandes d'asile augmentèrent, ainsi que le nombre de personnes arrivant de l'est du

19. J. Tshisungu Wa Tshisungu, *Les Kasaiens et le démembrement du Congo*, Toronto, Éditions Glopro, 2010. Entretiens avec des membres de la diaspora à Paris, 2009.

20. « Qu'est-ce que le regroupement familial ? », Musée de l'Histoire et de l'immigration, disponible sur : www.histoire-immigration.fr.

21. J. Grémy, « Les demandeurs d'asile en France en 1990 », *Société contemporaine*, n° 6, 1991.

22. A. Angousture et L. Legoux, « Liens familiaux dans les reconnaissances récentes de la qualité de réfugié », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 13, 1997.

23. « Histoire de visas... De la politique de visa comme moyen de contourner la loi sur les étrangers », *Plein Droit*, n° 36-37, décembre 1997.

24. Auguste Mampuya Kunyak'a est un homme politique et un juriste de la RDC. Il est diplômé en droit de l'université de Nancy et a enseigné aux universités de Metz et de Nancy 2.

25. Entretiens avec le professeur Mampuya, Kinshasa, 2011. Post Facebook, disponible sur : www.facebook.com.

pays²⁶. Après les Kinois fuyant le régime de Mobutu et la misère des années 1980-1990, ce fut au tour des Mobutistes d'invoquer la persécution politique pour demander l'asile²⁷. Ces derniers s'appuyèrent sur leurs réseaux familiaux et d'affaires en France.

Au sein de la diaspora, la question du retour et de la légitimité des dirigeants issus des rébellions fit débat. Bien que la chute de Mobutu ait été l'objectif affiché de l'UDPS, Étienne Tshisekedi refusa de participer au cycle électoral de 2006 et resta, avec ses soutiens, en exil en Europe. La défaite d'Étienne Tshisekedi aux élections de 2011 vint confirmer l'antagonisme entre Kabilistes et militants de l'UDPS au sein de la diaspora. Face au verrouillage de l'espace politique en RDC, Paris devint alors un lieu de résistance pour les militants de l'UDPS qui s'autodésignaient comme « les combattants²⁸ ». Pendant les douze ans de la présidence Kabila, le militantisme de la diaspora contre le régime connut plusieurs temps forts et la France fut la caisse de résonance d'une opposition largement muselée dans son pays.

Dès 2005-2006, des mouvements d'opposition issus des réseaux mobutistes se sont formés au sein de la diaspora européenne. Divisés en trois groupes (Bana Kongo à Bruxelles, Bakolo Kongo et Toponi Kongo à Paris²⁹), ces mouvements soutenaient l'Alliance des patriotes pour la refonte du Congo (APARECO), fondée par Honoré Ngbanda, l'ancien conseiller à la sécurité de Mobutu³⁰. Bien qu'opposé au régime de Kabila, l'APARECO fit peu parler de lui entre 2006 et 2010, Joseph Kabila et François-Joseph Nzanga Mobutu, l'un des fils de Mobutu, s'étant alliés au deuxième tour des élections présidentielles de 2006. À partir de 2010, avec l'éviction de Nzanga Mobutu du jeu politique, l'APARECO se rapprocha de l'UDPS et organisa des actions contre des dignitaires du régime Kabila en Europe.

En 2010, Paris devint l'un des principaux foyers de l'opposition congolaise au régime de Joseph Kabila. En effet, dans la perspective de l'élection de 2011, les organisations d'opposition se réunirent autour du mouvement « Kabila dégage » lancé par Freddy Mulongo³¹. Des groupes d'opposants se mobilisèrent à Paris pour mener des actions violentes contre les dignitaires du régime. À la Gare du Nord, ils surveillaient les arrivées de personnalités proches du pouvoir congolais en provenance de Bruxelles ou

26. Entretien avec des membres de la diaspora, Paris, 12 mars 2025 ; *Rapport d'activité 2022*, Office français de protection des réfugiés et apatrides, 2022.

27. Entretien avec des associations d'aide aux réfugiés, Paris, 9 mai 2025.

28. M. Kingolo Luzingu, « Socio-anthropologie du phénomène des combattants dans la diaspora congolaise », Thèse, EHESS, 2020.

29. Entretien avec des membres de l'APARECO, Choisy-le-Roi, 11 septembre 2011.

30. Honoré Ngbanda est né en 1946 en RDC et est mort en 2021 au Maroc. Il était dans les services de renseignement de Mobutu de 1970 à 1991. En 1996, il a mené des négociations avec l'Ouganda et le Rwanda, et a organisé la rencontre en 1997 entre Mobutu et Nelson Mandela. Après la chute de Mobutu en 1997, il s'est exilé en France où il a créé l'Alliance des patriotes pour la refondation du Congo (APARECO).

31. Freddy Mulongo est un journaliste de nationalité congolaise installé à Paris. Il a fondé Réveil FM International à Kinshasa en 1999 et a participé au développement des radios indépendantes en RDC de 1999 à 2007, avant de se relocaliser à Paris en 2007. Il publiait sur le blog de Médiapart de 2014 à 2023.

Londres. En juin 2010, les « combattants » perturbèrent l'arrivée de l'épouse de Joseph Kabila et du chef d'état-major de l'armée congolaise³². En janvier 2012, le président du Sénat congolais, en visite officielle à Paris, fut agressé près de la Gare du Nord par des membres de la diaspora³³. Outre des personnalités du régime, les combattants se mobilisaient également contre les concerts d'artistes congolais en France, originaires de Kinshasa et accusés d'être proches du pouvoir.

L'activisme de la diaspora d'opposition culmina l'année de la réélection de Joseph Kabila. Des manifestations regroupant les principaux partis d'opposition furent organisées en février et mars 2011³⁴. Le 7 septembre 2011, l'ambassade de la RDC à Paris fut la cible d'une tentative d'incendie criminel attribuée au mouvement Ba Patriote ya Kongo (BPK), les Patriotes du Congo³⁵. Leurs leaders, Rex Kazadi et Patrick Luzayday, s'étaient fait connaître lors des émeutes de 2007 à Villiers-le-Bel³⁶ et avaient participé à des émissions de télévision avec le président Nicolas Sarkozy³⁷.

Finalement, en juin 2012, les principaux partis d'opposition (l'UDPS de Tshisekedi³⁸, l'APARECO de Ngbanda et l'Armée de résistance populaire de l'ex-général Munene³⁹) se coalisèrent à Paris⁴⁰. Alors que l'opposition politique semblait de plus en plus désarmée face au régime de Kabila, le sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie à Kinshasa, du 28 juillet au 6 août 2012, et la visite du président français les 13 et 14 octobre 2012, mobilisèrent la communauté congolaise en France. En juillet 2012, se formait à Paris l'association l'Asso Résistants Combattants Kongolais⁴¹, qui s'illustra par des actions violentes contre les artistes de RDC venant en France⁴². Les « combattants » estimaient que la RDC était sous occupation

32. R. Bongos, « Paris-Gare du Nord : la désespérance congolaise explose ! Didier Etumba chef d'état-major des FARDC et le colonel Kanyama commandant de la police du district de la Lukunga bastonné par des congolais », *Afrique Rédaction*, 10 juin 2010.

33. « Le président du Sénat Léon Kengo Wa Dongo agressé à Paris », *Le Parisien*, 1^{er} janvier 2012.

34. « RDC : Paris aux cris de Kabila dégage », *La Tribune franco-rwandaise*, 21 février 2011 ; C. Rigaud, « RDC : nouvelle manifestation anti-Kabila à Paris le 12 mars », *Courrier international*, 6 mars 2011.

35. « Écroué après l'incendie de l'ambassade congolaise », *Le Parisien*, 17 octobre 2011.

36. Suite au décès de deux adolescents à Villiers-le-Bel, des violences éclatent entre le 25 novembre et le 9 décembre 2007 à Villiers-le-Bel, Garges-Lès-Gonesse et Sarcelles, dans le Val-d'Oise.

37. A. Baldé, « La diaspora congolaise mobilisée pour la libération de Rex Kazadi », *Afrik.com*, 16 décembre 2011.

38. Après l'élection de 33 députés de l'UDPS et l'échec d'Étienne Tshisekedi au scrutin présidentiel en 2011, l'UDPS se fractura entre les figures historiques du mouvement en RDC et le noyau dur autour de la famille Tshisekedi, restée en Belgique.

39. Faustin Munene est le fils de Pierre Mulele, figure de l'opposition lumumbiste face à Mobutu, exécuté en 1968. Il a rejoint Laurent-Désiré Kabila au sein de l'Alliance des forces démocratiques de libération (AFDL) puis est devenu chef d'état-major de l'armée congolaise. Après l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila, il a été écarté par le régime de Joseph Kabila. En 2006, il s'est engagé en politique et a été candidat aux élections de 2006. À partir de 2010, il a été poursuivi par le gouvernement de la RDC et s'est exilé au Congo-Brazzaville avant de rejoindre l'Europe. Il créa l'Armée de résistance populaire en 2010 pour prendre le pouvoir par la force.

40. C. Rigaud, « RDC : l'UDPS, l'APARECO et l'APR s'unissent à Paris », *Courrier international*, 15 juin 2012.

41. « Asso Résistants Combattants Kongolais », disponible sur : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr>.

42. L. Mousset, « Qui sont les combattants qui s'opposent au Président Kabila », *TV5 Monde*, 16 juillet 2017.

étrangère et ne reconnaissaient pas la légitimité des élections de 2011⁴³. Le recours à la violence par des militants politiques de la diaspora est une habitude qui a diminué mais n'a pas complètement cessé. Ainsi par exemple, un concert de la vedette Fally Ipupa à Paris a dégénéré en 2020⁴⁴ et Christian Bosembe, le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication, a été agressé par des « combattants » le 1^{er} avril 2023 à Argenteuil⁴⁵.

Joseph Kabila n'ayant pas respecté l'échéance constitutionnelle de son départ en 2016, la diaspora se mobilisa de nouveau. Pendant la période dite « du glissement » (2016-2018⁴⁶), la diaspora s'organisa en plusieurs associations pour soutenir l'opposition et manifester, notamment contre la venue de Joseph Kabila en France⁴⁷. En 2017, le mouvement La Lucha⁴⁸, créé dans l'est du pays et fer de lance de l'opposition citoyenne en RDC, ouvrit une section à Paris⁴⁹. À l'inverse des combattants, La Lucha est une organisation non violente militant pour les droits de l'Homme et la démocratie en RDC depuis 2015, et dont les membres sont persécutés par le gouvernement⁵⁰.

Tshisekedi au pouvoir : la diaspora entre espoir, déception et remobilisation

En 2018, l'avènement de Félix Tshisekedi à la présidence, après un arrangement électoral, a suscité de grands espoirs dans la diaspora. Après le décès d'Étienne Tshisekedi le 1^{er} février 2017, Félix Tshisekedi, son fils, prit la tête de l'UDPS et devint l'héritier politique de son père. Or, Félix Tshisekedi symbolisait la diaspora d'opposition, car, avec sa famille, il partit en exil en Belgique à l'âge de 22 ans. Bien qu'élu député à Mbuji-Mayi en 2011, il avait refusé de siéger, suivant ainsi les consignes du chef du parti (son père), et fut déchu de son mandat en 2013. De ce fait, pour sa campagne électorale de 2018, puis dans ses gouvernements, il s'entoura d'une équipe principalement recrutée au sein de la diaspora. Arrivé au pouvoir, Félix Tshisekedi a nommé

43. Entretien avec des membres de la diaspora, Paris, 5 mai 2025.

44. « Une manifestation contre une vedette congolaise tourne à l'émeute à Paris », Agence France-Presse, 28 février 2020.

45. « RDC : le patron du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication raconte son agression », RFI, 3 avril 2023.

46. Les élections mettant fin au mandat du président Kabila devaient avoir lieu en 2016 d'après la Constitution, mais le président a repoussé leur organisation jusqu'en 2018, ce qui a suscité de vives tensions en RDC et a été condamné par plusieurs capitales occidentales.

47. F. Mulongo, « Kabila dégage 2016 : manifestation monstre contre la venue à Paris de l'imposteur de Kingakati, alias Joseph Kabila ! », Réveil FM International, 5 avril 2016.

48. H. Bangre, « La nouvelle opposition en RDC : les mouvements citoyens de la jeunesse », *Notes de l'Ifri*, Ifri, mai 2016.

49. Entretien avec des membres de la Lucha, Paris, 7 mars 2025.

50. J. Brabant et A. Kamgang, « Lucha, chronique d'une révolution sans armes au Congo », Amnesty International, mars 2018.

ses amis et proches, souvent de nationalité belge, à des postes clés⁵¹. Toutefois, *stricto sensu*, Félix Tshisekedi n'était pas le seul président issu de la diaspora. Joseph Kabila a passé son enfance en exil en Tanzanie durant le régime de Mobutu, mais il n'était pas considéré comme un « diaspo » quand il est revenu en RDC. Aux yeux des Congolais, seuls ceux qui vivent dans des pays développés (Europe, Amérique du Nord) sont des « diaspo ».

L'avènement de Félix Tshisekedi au pouvoir déclencha une vague de retours. Entre effet d'imitation et espoir de faire fortune, nombreux furent les « diaspos » qui abandonnèrent, souvent au grand dam de leurs proches, leur emploi en France, pour tenter « l'aventure au pays⁵² ». Les premiers repatriés débarquaient du quartier africain de Château-Rouge à Paris, des banlieues nord de Paris, de Lille, des Bouches-du-Rhône, etc. Parfois déjà sédentarisés et propriétaires d'entreprises prospères en France, ils venaient ouvrir un second restaurant ou hôtel, ou créer une entreprise à Kinshasa. Le but était souvent double : faire fortune et, le plus souvent, récupérer un bien immobilier disputé. Les plus jeunes furent envoyés par leur famille ou fuyaient une France où ils étaient mal intégrés. Certains étaient des chômeurs ou des petits délinquants, des soi-disant artistes sans projet réel qui venaient chercher des opportunités. Ils habitaient chez des parents restés au pays, souvent dans les quartiers les plus défavorisés de Kinshasa, et vivaient d'allocations sociales perçues en France⁵³. Les Kinois les qualifient de « Bilokos » (« *buy low cost* ») et leur reprochent un comportement méprisant et opportuniste⁵⁴. De même, les Kinois désignent par l'expression « diaspourri » les membres de la diaspora qui sont revenus faire des affaires avec le pouvoir ou ont obtenu des postes de responsabilité sans forcément avoir les compétences requises⁵⁵, à l'image du président qui n'a jamais pu prouver qu'il avait obtenu les diplômes présentés à la Commission électorale nationale indépendante (CENI)⁵⁶. L'échec de nombreuses tentatives de retour au pays⁵⁷, ajouté à la continuité de la corruption gouvernementale (scandale du détournement de fonds du programme des 100 jours, etc.⁵⁸), aux élections chaotiques de 2023 et à la

51. Christian Ndaywell, Guylain Nyembo et André Wameso ont été nommés respectivement au renseignement militaire, directeur de cabinet et directeur de cabinet adjoint du président. Isabelle Kibasa, belle-sœur du président, a été nommée ambassadrice itinérante.

52. Entretiens avec des membres de la diaspora, Kinshasa (février et mars 2019) et Paris (mars et avril 2025).

53. Entretiens avec des entrepreneurs et des membres de la diaspora venus de France, Kinshasa, 2019 et 2020 ; Entretiens avec des membres de la diaspora, Paris, 14 et 17 mars 2025.

54. Entretiens avec des membres de la diaspora, Paris, 12 et 18 mars 2025. Entretiens avec des entrepreneurs et des membres de la société civile, Kinshasa, 2019 - 2021.

55. F. Mulongo, « La diaspora n'est pas la diaspourrie avec ses Diassa-Diassa ! », Le Club de Mediapart, 22 juin 2023.

56. « La ville de Bruxelles confirme que Félix Tshisekedi n'a pas obtenu son diplôme en marketing et communication », Radio Télévision Belge Francophone, 8 janvier 2019.

57. Voir le dernier chapitre de cette étude.

58. « Programme des 100 jours : Vital Kamerhe sur le banc des accusés », RFI, 11 mai 2020 ; « Affaire du programme des 100 jours en RDC : hormis Vital Kamerhe, qui est mis en cause ? », RFI, 10 avril 2020.

défaite face au M23 au début de 2025, a été autant d'espoirs déçus de la diaspora qui actuellement désavoue le pouvoir dans sa majorité⁵⁹.

Cependant, la première présidence de Félix Tshisekedi a permis de renouer les liens rompus entre le pouvoir et la diaspora durant la présidence de Joseph Kabila. D'une part, l'ambassade congolaise à Paris n'a plus été menacée en permanence par l'opposition des « combattants ». Alors qu'elle s'était bunkérisée à l'époque de Joseph Kabila, elle mène aujourd'hui une politique active d'échanges avec des organisations de la diaspora et participe à des événements organisés par celles-ci⁶⁰. D'autre part, le gouvernement de Tshisekedi a satisfait une ancienne revendication de la diaspora : le droit de vote. En effet, alors que Joseph Kabila avait toujours refusé d'autoriser le vote de la diaspora, Félix Tshisekedi a inclus cette dernière dans le corps électoral pour les élections de 2023. Le droit de vote de la diaspora était une ancienne revendication de la majorité des Congolais résidant en France. Une première campagne d'enregistrement des électeurs était organisée en février 2023⁶¹. Cela était administrativement délicat car la nationalité congolaise est exclusive mais les détenteurs de la double nationalité sont nombreux et il est possible d'acquérir une carte d'électeur virtuellement et d'être livré en France ou dans le reste du monde⁶².

Non seulement des citoyens congolais résidant en France ont pu voter en 2023⁶³, mais plusieurs membres de la diaspora furent candidats aux élections. À titre d'exemple, l'ancien combattant Rex Kazadi se présenta à l'élection présidentielle⁶⁴ et Mike Mutund, un entrepreneur/restaurateur en France, fut candidat aux élections législatives dans la commune de Funa à Kinshasa⁶⁵. Mais bien que la diaspora ait réclamé le droit de vote depuis longtemps, elle ne s'est pas mobilisée pour les élections de 2023. En effet, en mars 2023, parmi les 11 849 Congolais inscrits sur les listes électorales des 5 pays pilotes pour le premier vote de la diaspora (France, Belgique, États-Unis, Canada et Afrique du Sud), la moitié d'entre eux (5 511) résidait en France⁶⁶. Mais ce chiffre doit être rapporté à l'estimation totale de la diaspora (85 100 selon l'INSEE). Par ailleurs, le 20 décembre 2023, seuls 1 983 électeurs en France ont effectivement voté⁶⁷. De fait, seule la diaspora installée à Paris et dans sa

59. Entretiens avec des membres de la diaspora, Paris, 12, 14, 16 mars, 18 avril et 11 mai 2025.

60. Entretien avec des membres de la diaspora, Paris, 3 juin 2025.

61. N. Sala Gisa, « Pour la première fois, les Congolais de France s'enrôlent pour voter », *Le Monde*, février 2023.

62. À titre d'exemple, la société « intervisa », basée à Paris, propose l'acquisition d'une carte d'électeur pour 35 € plus 50 € de frais de livraison en France, ou 70 € partout dans le monde. Information disponible sur : www.intervisa.fr.

63. « La diaspora congolaise en France est heureuse de pouvoir voter », *Deutsche Welle*, 20 décembre 2023.

64. Candidat malheureux au scrutin présidentiel, celui-ci vient de rejoindre la rébellion depuis peu. « Guerre dans l'Est de la RDC : Frank Diongo et Rex Kazadi rallient désormais Corneil Nangaa à l'AFC/M23 », *La Prospérité*, 2 avril 2025.

65. Publication Instagram de Mike Mutund : www.instagram.com.

66. « RDC-Élections : plus de 11 000 Congolais de la diaspora déjà enrôlés (CENI) », *Actualité*, 16 mars 2023.

67. « RDC/Élections : Félix Tshisekedi domine le vote de la diaspora dans la course présidentielle 2023 », *La Gazette du continent*, 23 décembre 2025. Dans les 5 pays pilotes, la participation n'a pas dépassé 50 %.

proche banlieue s'était mobilisée pour être enregistrée et seule la moitié des inscrits se sont déplacés pour le vote. Dans ce contexte de forte abstention, Félix Tshisekedi a obtenu une victoire écrasante dans la diaspora en France (85,58 % des suffrages exprimés). Mais pour l'ensemble des Congolais interviewés, la mise en œuvre de cette promesse électorale du gouvernement Tshisekedi a été, au mieux, un raté, et au pire une opération de corruption politique aggravant un peu plus la déception de la plus grande diaspora congolaise en Europe⁶⁸.

Bien que critique et déçue par le régime, la diaspora a une autre attente à son égard : la légalisation de la double nationalité dans un pays qui interdit les bi-nationaux⁶⁹. La nationalité est un sujet sensible en RDC à la fois car elle est déniée à certains groupes et car une grande partie de la classe politique dispose de plusieurs passeports grâce à une tolérance ancienne. En 2016, la nomination de Samy Badibanga, de nationalité belge, comme Premier ministre avait été fraîchement accueillie⁷⁰. L'arrivée de Félix Tshisekedi et de son entourage diasporique au pouvoir a relancé la polémique. Dès 2018, le ministre délégué chargé des Congolais de l'étranger annonçait l'intention du gouvernement de rendre possible la double nationalité : « *Plus de 16 millions de Congolais vivent à l'extérieur du pays. Parmi eux, 11 à 12 millions environ ont changé de nationalité, explique-t-il. Dans un premier temps, nous allons leur accorder le droit aux séjours illimités et sans visa en RD Congo. Puis il va falloir changer la disposition relative à l'exclusivité de la nationalité congolaise par voie référendaire*⁷¹. » Évidemment, le recours au référendum était une façon détournée de bloquer la légalisation de la double nationalité.

La double nationalité est donc restée une revendication forte de la diaspora qui en a fait part au président congolais lors de son passage à Paris en 2024. Toutefois, bien qu'il ait promis de résoudre la question lors de son deuxième mandat, Félix Tshisekedi a aussi fait sien le discours discriminant sur la nationalité qui prévaut à Kinshasa, mais aussi au sein d'une partie de la diaspora, en affirmant que « tout congolais n'est pas congolais⁷² ». Il n'y a donc pas eu d'évolution sur ce sujet et il est peu probable qu'il y en ait dans un avenir proche. En RDC, la double nationalité est interdite *de jure* et tolérée *de facto*.

« Résultats du vote de la diaspora : seuls 5 300 électeurs sur les 11 000 attendus sont allés aux urnes », Radio Okapi, 23 décembre 2023.

68. Entretiens avec des membres de la diaspora, Paris, 12 mars et 11 mai 2025.

69. Entretien avec des membres de la diaspora, Paris, 3 juin 2025.

70. C. Rigaud, « RDC : polémique sur la nationalité du Premier ministre », Afrikarabia, 20 novembre 2016.

71. T. Kibangula, « RDC-Double nationalité, le bal des hypocrites », *Jeune Afrique*, 28 mai 2018.

72. « Le président Tshisekedi a présenté les priorités de son second mandat à la diaspora congolaise à Paris », *Présidence de la République*, 2 mai 2024 ; Z. Nkosi, « Félix Tshisekedi à Paris "Tout congolais n'est pas congolais", débat sur la double nationalité », Interview, 2 mai 2024.

Les ressorts socio-économiques de l'immigration en France

Entre la fuite du régime de Mobutu et la lutte contre le régime de Kabila, la diaspora congolaise a construit l'image politique d'une communauté militant pour la démocratie. La récurrence des violences politiques envers toute forme d'opposition et la longue durée des régimes (33 années pour le régime de Mobutu puis 12 années pour le régime de Joseph Kabila⁷³) expliquent que l'Europe en général et la France en particulier soient devenues des terres d'asile pour les Congolais. Mais, bien qu'elle paraisse dominante dans les discours et l'imaginaire de la diaspora, la politique est loin d'être le seul ressort de sa formation. L'émigration vers l'Europe a aussi résulté du besoin de formation ainsi que des crises économiques et d'un sous-développement structurel. Pour les Congolais, l'émigration est devenue l'une des principales solutions pour réussir ou tout simplement pour trouver une vie meilleure.

Les études supérieures, une motivation migratoire en déclin

L'éducation fut le premier vecteur de l'émigration vers la France et les églises catholiques et protestantes ont été les principaux intermédiaires de cette migration éducative. Jusque dans les années 1980, les étudiants congolais venaient après avoir fait des études jusqu'au niveau du baccalauréat (les « humanités »), ou en entrant au séminaire. Cette vague de migrants-étudiants a été la première à associer émigration et ascension sociale.

Les étudiants congolais étaient inscrits principalement à la Sorbonne et à Assas, ainsi qu'à l'université de Nancy. Dans les années 1980 et 1990, Thomas Luhaka (ancien député et ministre) et Delly Sesanga Hipungu (avocat au barreau de Paris devenu député puis ministre) ont étudié à l'université Paris II Panthéon-Assas, tout comme la députée française Amandine Makako dont les parents sont originaires de RDC.

Dans les années 1960 et 1970, la formation des étudiants à l'étranger visait avant tout à satisfaire les besoins de la fonction publique zaïroise ou des ordres⁷⁴. Durant les premières années du régime Mobutu, elle

73. Nous ne comptons pas les années de la transition pour la présidence de Joseph Kabila (période de pouvoir partagé) mais uniquement la période 2006-2018.

74. Entretiens avec des membres de la diaspora des églises protestantes et catholiques, Paris, 7 et 16 mars 2025.

garantissait donc un accès à des fonctions de responsabilité dans l'administration. Mais au fur et à mesure, la voie universitaire fut utilisée pour justifier des prolongations de séjours tout en devenant l'apanage des enfants des dirigeants zaïrois⁷⁵. Au Bandundu, ceux qui portaient étudier en Europe avaient la réputation d'être des « éternels étudiants⁷⁶ ».

Durant le régime de Mobutu, l'émigration estudiantine fut alimentée par les tensions politiques et l'insuffisance de l'offre de formation en troisième cycle. En effet, les crises politiques n'ont pas épargné les universités (massacre des étudiants de l'université de Lovanium suivi de sa fermeture en 1971, puis répression des mouvements estudiantins à Kinshasa et à Lubumbashi dans les années 1980-1990⁷⁷). En outre, le système universitaire congolais fut vite dépassé par la démographie de la population étudiante et dès l'aube des années 1990, le constat de son inadéquation par rapport à la demande et du besoin de réforme fut clairement posé sans trouver de véritable réponse⁷⁸.

Mais l'émigration estudiantine a considérablement diminué depuis la chute de Mobutu. Seules les écoles françaises et belges de Kinshasa et Lubumbashi offrent des équivalences reconnues dans le système éducatif français. L'obtention de titres académiques congolais n'offre plus la possibilité d'intégrer automatiquement les universités françaises. La seule voie est désormais Campus France, le programme pour l'intégration aux études supérieures en France pour les étudiants et chercheurs extérieurs à l'Union européenne (UE)⁷⁹.

La diaspora des arts

À partir de 1975, apparurent au Zaïre une classe moyenne et une petite bourgeoisie composée d'étudiants qui rentraient d'Europe après leurs études. Ils importèrent avec eux un mode de vie inspiré des mouvements « *highlife* » et « *afrobeat* » d'Afrique de l'Ouest⁸⁰, incarné par la rumba congolaise. Le retour de ces étudiants confirma l'association entre émigration et ascension sociale. En effet, ces étudiants de retour ont célébré leur réussite dans la musique au moyen de « dédicaces », c'est-à-dire des

75. Entretien avec des membres de la diaspora et de la communauté diplomatique, Paris, 7 et 14 mars 2025.

76. Entretiens avec des membres de la diaspora, Paris, 11 mars et 10 mai 2025.

77. Le 4 juin 1969, le gouvernement zaïrois réprima un mouvement contestataire d'étudiants de l'université de Lovanium à Kinshasa et dans l'ensemble du pays. Le bilan officiel fut de 20 morts à Kinshasa. L'université de Lovanium a été définitivement fermée en 1971 et est devenue l'université de Kinshasa. Cf. « Zaïre, Brutale répression de manifestation étudiante », *Le Monde*, 2 mars 1989 ; « Zaïre, Divers témoignages confirment le massacre de plusieurs dizaines d'étudiants à Lubumbashi », *Le Monde*, 24 mai 1990.

78. « Une philosophie de l'éducation au Zaïre pour quoi faire ? », *Africa : Rivista trimestrale di studi e documentazione dell'Istituto italiano per l'Africa e l'Oriente*, 1988.

79. Disponible sur : www.campusfrance.org.

80. Le mouvement *highlife* est un mouvement musical qui apparaît en Afrique de l'Ouest, d'abord au Ghana. L'*afrobeat* est un courant musical développé au Nigeria par le musicien Fela Kuti qui s'inspire du *highlife*.

louanges nominatives dans des chansons⁸¹. À Kinshasa, les artistes congolais célébraient la « belle vie » en France, tandis qu'à Paris, les membres de la diaspora affichaient des modes de vie qui ne correspondaient souvent pas à leurs revenus⁸².

Les musiciens congolais ne se sont pas contentés de chanter le rêve d'Europe ; ils l'ont aussi incarné. En effet, la découverte de la musique congolaise en France à partir des années 1980 permit aux musiciens zaïrois de faire des tournées et de signer des contrats avec des maisons de disques prestigieuses. Ainsi, au milieu des années 1990, on comptait entre mille et deux mille musiciens africains installés en France dont de nombreux Zaïrois. Papa Wemba et l'orchestre du Quartier Latin furent des pionniers et devinrent les symboles des musiciens zaïrois menant une carrière à succès entre la France et Kinshasa⁸³. Avec Adrien Mombele, le pape de la sape en France, Paris et les grands couturiers français devinrent les références de la réussite dans l'imaginaire kinoïse⁸⁴. Ainsi, durant le régime Mobutu, la France, c'était les « Champs-Élysées » de Papa Wemba et la diaspora zaïroise parisienne se résumait aux sapeurs de « Black Mic Mac⁸⁵ ». Outre la musique, à partir des années 2000, l'art contemporain et le cinéma ont également entretenu le rêve d'Europe. La consécration du sculpteur Freddy Tsimba, qui vit entre la RDC et la France, du designer Alvin Junior Mark et de la mannequin Didi-Stone (tous deux Franco-Congolais) a renforcé l'imaginaire du succès artistique à l'étranger⁸⁶. Un imaginaire développé également avec le succès du film documentaire « Benda Bilili ! », présenté au Festival de Cannes en 2010, consacré à un orchestre de rumba composé de musiciens atteints de la polio et d'enfants des rues. Ce documentaire montre le parcours miraculeux de ces musiciens, des bidonvilles de Kinshasa jusqu'aux scènes internationales prestigieuses⁸⁷.

81. Forme de griotisme musical, les dédicaces peuvent coûter plusieurs milliers de dollars en fonction de la renommée de l'artiste et de la personne louée. Cf. P. Ibanda Kabaka, « Le modèle économique et l'apport artistique de la musique congolaise : éléments de musicologie africaine », *Working Papers*, HAL, 2014.

82. A. Ngoye, « Le soukouss des Zaïrois en Europe », *Hommes et Migrations*, 1995.

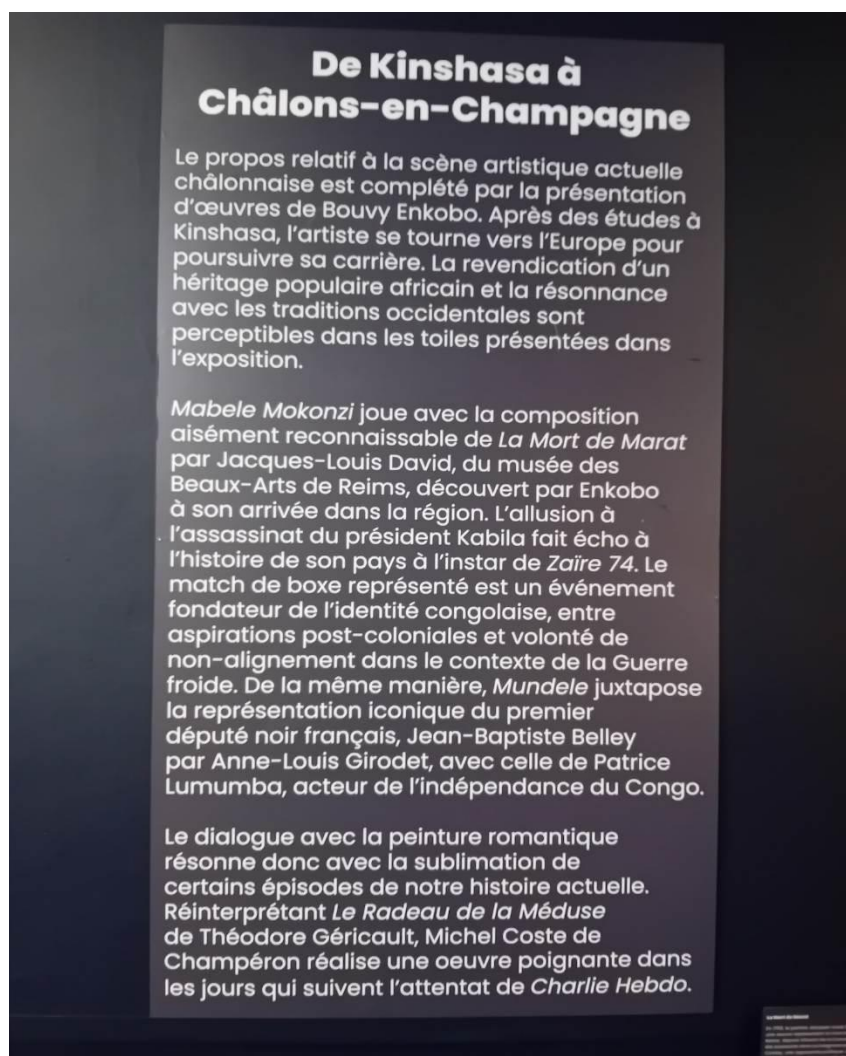
83. F. Bensignor et A. Ngoye, « Musiques africaines en économie parallèle », *Hommes et Migrations* 1995.

84. C. Dugrand, « Politique de la rumba congolaise. Une musique entre subversion et révérence », *Revue du crieur*, n° 5, 2016.

85. « Black Mic Mac » est un film sorti en 1986 qui met en scène la diaspora africaine à Paris. Les sapeurs de la communauté zaïroise de Château-Rouge y font une apparition.

86. Entretiens avec des artistes congolais, Kinshasa et Paris, 2019 et 2025.

87. BendaBilili, « Bande Annonce – BENDA BILILI! », YouTube, 26 août 2010, disponible sur : www.youtube.com.



Source : photo de l'auteur, musée des beaux-arts de Châlons-en-Champagne, juin 2025.

Avec le durcissement des politiques migratoires en France, certains musiciens congolais se firent passeurs et contribuèrent à l'immigration clandestine. Dès 1985, une trentaine de musiciens et danseurs de Papa Wemba firent défection et restèrent en France. En 2003, Papa Wemba fut mis en examen puis condamné pour trafic d'êtres humains par le tribunal de Bobigny⁸⁸. Ce système était connu à Kinshasa sous le nom de « Ngula⁸⁹ ». Usant de sa nationalité belge, Hungu Wembadio Pene Kikumbal, dit Papa Wemba, vendait des visas pour la France pour 3 500 \$ et aurait facilité l'immigration de plusieurs centaines de Congolais entre 2000 et 2003. En 2009, Koffi Olomidé, une autre star de la rumba congolaise, fut accusé de trafic d'êtres humains, viol et séquestration, avant d'être mis en examen en

88. J. Dumond, « Je suis chanteur, pas trafiquant d'êtres humains », *Le Parisien*, 3 mars 2004.

89. *Ngula* est une expression en lingala issue du mot « Ngulu », qui signifie « clandestin ». *Ngula* signifie « arnaque » ou « escroquerie » basée sur la facilitation de la migration.

2012⁹⁰. En 2019, il fut condamné pour avoir facilité l'immigration illégale de plusieurs de ses danseuses entre 2002 et 2006⁹¹.

Les déboires judiciaires de Papa Wemba et Koffi Olomidé impactèrent négativement l'image des artistes congolais auprès des organisateurs d'événements culturels. À partir de 2001, la réglementation française pour les séjours d'artistes imposa aux artistes d'avoir un compte en banque avec un dépôt minimum. À Kinshasa, les artistes doivent demander une autorisation spéciale au ministère de l'Intérieur pour quitter le territoire. Certains artistes sont même maintenus en « résidence surveillée » par les organisateurs de tournées qui craignent de perdre leurs licences⁹².

Outre les réseaux d'immigration clandestine des grands noms de la rumba, des artistes congolais ont profité des tournées et invitations à des festivals d'art contemporain pour immigrer en Europe. Le plus souvent en couple avec un ou une ressortissante européenne, ils entrent avec un visa temporaire pour un événement puis s'installent⁹³. D'autres ne pouvant justifier leur présence par leur activité artistique perpétuent la tradition de l'exil politique en demandant le statut de réfugié politique⁹⁴.

Monsieur Z est arrivé en France en 2021 pour participer à une résidence artistique dans le cadre d'une action culturelle organisée par une fondation en France. Il a été recruté par un curateur à Kinshasa où il a exposé dans le cadre de programmes de coopération artistiques organisés par les ambassades. Sans domicile et sans emploi à Kinshasa, lorsque la résidence se termina en France, avec l'aide d'autres artistes de la diaspora, il se tourna vers une association d'aide aux migrants pour être logé et obtenir les documents nécessaires à l'introduction d'une demande d'asile. Il inventa un récit de harcèlement par les forces de l'ordre sur une base politique pour justifier son refus de rentrer à Kinshasa.

En définitive, le succès de la musique congolaise en France⁹⁵ est important pour comprendre la diaspora. Ce succès a donné naissance à une véritable diaspora de la musique, a créé un espace de transmigration et a permis à la diaspora congolaise de mettre fin à son invisibilité dans la société française. Font partie de cette diaspora de la musique des artistes à succès comme Fally Ipupa, Jupiter Bokondji et Lova Lova qui évoluent entre la

90. « France : Koffi Olomidé mis en examen », BBC News Afrique, 14 février 2012.

91. « Le chanteur Koffi Olomidé condamné à 2 ans de prison avec sursis », France 24, 18 mars 2019.

92. Entretiens avec des artistes, Kinshasa, 2019.

93. Entretiens avec des membres d'équipes artistiques et artistes, Paris, 2019, 2020 et 2025.

94. Entretiens avec des artistes, Paris, 6 et 9 mars, 28 avril 2025.

95. H. Pascot, « Bana Ya Congo : la francophonie aux mélodies de la diaspora congolaise », Like Fire, disponible sur : www.likefire.fr.

France et Kinshasa à une époque où les frontières se ferment de plus en plus. Le succès de Maître Gims, de son vrai nom Gandhi Alimasi Djuna, n'a pas seulement une valeur individuelle et anecdotique. Sa réussite a mis en lumière l'importance de la communauté congolaise dans le monde musical français, notamment dans le hip-hop. Cette communauté n'est pas seulement composée d'artistes mais aussi d'entrepreneurs et de techniciens reconnus du secteur culturel. Ainsi le concert Solidarité Congo, qui s'est tenu à l'Accor Arena de Paris le 22 avril 2025, fut entièrement organisé par des Congolais installés ou nés en France. Dans la continuité de Papa Wemba, Maître Gims incarne la réussite par la musique et contribue à la visibilité de l'identité congolaise en France, même si sa musique résulte de l'hybridation d'influences diverses.

L'immigration économique

Si la constitution de la diaspora congolaise en France est directement liée aux soubresauts de la politique congolaise, force est de reconnaître que cette migration est aussi indissociable de l'effondrement économique du pays⁹⁶. Comme l'ont fait remarquer toutes les personnes interviewées arrivées dans les années 1980 et 1990, la question des papiers et de la régularité du séjour n'était alors pas un obstacle majeur⁹⁷. « À l'époque, c'était plus facile, on demandait moins de papier⁹⁸. » Il était alors assez facile de travailler sans papiers, et il était également facile d'en trouver de faux à Kinshasa, particulièrement dans le quartier de Ndjili⁹⁹. C'est à cette période que le terme « zaïrois » a pris une connotation négative au sein des communautés africaines en France et est devenu synonyme d'escroc ou de magouilleur¹⁰⁰.

Après les étudiants et les exilés, les migrants économiques constituèrent la troisième vague. Les premiers d'entre eux étaient des jeunes diplômés chômeurs qui ne trouvaient plus de postes dans les sociétés d'État et l'administration¹⁰¹. L'apparition de l'UDPS et l'exil d'Étienne Tshisekedi par Mobutu permirent à l'immigration économique de se présenter comme une émigration politique. C'est durant cette période, entre l'émergence de l'opposition politique en 1982 et l'ouverture de la conférence nationale souveraine en 1991, que les diasporas se spécialisèrent géographiquement : la Belgique pour les exilés politiques et la France pour les migrants économiques¹⁰².

96. Entretiens avec des membres de la diaspora et des activistes politiques, Paris, 2011, 2018 et 2025.

97. Entretiens avec des membres de la diaspora, Paris, les 12 et 15 mars, 16, 21 et 28 avril 2025.

98. Entretiens avec des membres de la diaspora, Paris, 13 avril et 12 mai 2025.

99. R. Bazenguissa et J. Mac Gaffey, « Vivre et briller à Paris. Des jeunes congolais et zaïrois en marge de la légalité économique », *Politique africaine*, n° 57, 1995, p. 124-133.

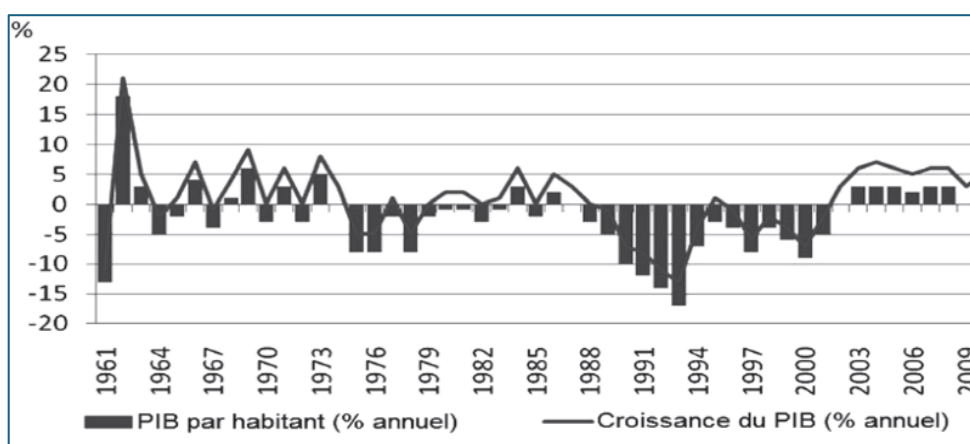
100. Entretien avec des membres d'une association locale, Paris, 8 mars 2025. Entretien avec des jeunes lors d'une battle de rap, 8 avril 2024 ; J. Armand, « Dictionnaire du jargon taulard et maton du bagne à nos jours », Paris, Pierre Horay, 2012.

101. J. Tshisungu Wa Tshisungu, « Les Kasaiens et le démembrement du Congo », Toronto, Éditions Glopro, 2010.

102. Entretien avec des membres de la diaspora, Kinshasa et Paris, 2019 et 2025.

En France comme en Suisse, la demande d'asile et le travail au noir faisaient partie d'un processus d'apprentissage-intégration¹⁰³. Le taux d'obtention de l'asile par les Zaïrois fut relativement faible (9,4 % des demandes) car il y avait à leur encontre une grande méfiance de la part des autorités qui soupçonnaient déjà une immigration économique¹⁰⁴.

Comme le montre le graphique de l'évolution de la croissance économique et du produit intérieur brut (PIB) par habitant de la RDC entre 1960 et 2010, le PIB par habitant a fortement baissé entre 1975 et 2003, et la croissance a été négative entre 1973 et 1979 puis pendant une longue période de 1988 à 2003.



Source : J. Herderschee, D. Mukoko Samba, M. Tshimenga Tshibangu, « Résilience d'un géant africain : accélérer la croissance et promouvoir l'emploi en République démocratique du Congo », *Synthèse, contexte historique et macroéconomique*, vol. I, Kinshasa : Mediaspaul, 2012, p. 12.

Avec la dégradation du climat économique et politique, les candidats à l'immigration étaient principalement des fonctionnaires et des membres des services de sécurité paupérisés ou des femmes, souvent commerçantes, qui tentaient l'aventure en Europe après un décès. L'émigration vers la France faisait alors partie d'un itinéraire qui s'inscrivait dans la stratégie de survie connue sous le nom d'« article 15¹⁰⁵ ».

103. J. Bagalwa-Mapatano et L. Monnier, « Les sociétés de transfert de fonds entre la Suisse et la République démocratique du Congo », *Autrepart*, n° 22, 2002 ; J. Bagalwa-Mapatano, « Crise de l'État et migration : la diaspora congolaise-zaïroise en Suisse 1985-2005 », 2006 ; Entretiens avec des membres de la diaspora, Paris, 14 et 15 mai 2025.

104. Sur la distinction en droit français entre les « bons » réfugiés politiques et les « mauvais » migrants économiques, lire : K. Akoka, *L'asile et l'exil. Une histoire de la distinction réfugiés/migrants*, Paris, La Découverte, 2021.

105. « L'article 15 est une règle imaginaire, forgée par la verve populaire, et dont la signification est : "Débrouille-toi, tu es chez toi" » in J. Piermay, « L'article 15, ou le Zaïre à la recherche d'articulations de rechange », *Travaux de l'institut géographique de Reims*, 1993.

Madame H est arrivée en 1988 à l'âge de 15 ans et était domiciliée chez un cousin qui avait fait des études et trouvé un travail en France. Elle était venue pour étudier avant de revenir au pays, le décès de son père, un petit fonctionnaire, priva sa mère, restée au Zaïre, de revenus et de moyens financiers pour venir la rejoindre en Europe. Sans ressources, Madame H s'installa alors dans un foyer de femmes migrantes à Lyon et commença à travailler comme dame d'entretien tout en continuant ses études. Après avoir obtenu son diplôme en gestion, elle trouva un emploi dans le supermarché où elle travaillait comme dame d'entretien.

Jeune engagé dans les Forces armées zaïroises, Monsieur G était garde dans l'une des administrations portuaires de Matadi. À la suite de la nomination d'un nouvel officier, celui-ci a été affecté à la protection d'un bureau de chefferie situé à l'extérieur de la ville. Ayant perdu ses revenus, il s'embarqua sous un faux nom et arriva en France *via* l'Italie en 1989. Après avoir déposé des demandes d'asile en Italie, en Suisse et en France, il trouva un emploi de veilleur de nuit à Paris. Sans papiers, ce travail d'abord au noir lui permit de justifier d'un domicile fixe et de revenus, ce qui lui permit d'acquérir un titre de séjour.

La diaspora entre sédentarisation et transmigration

La sédentarisation des migrants congolais en France a produit à la fois une première génération de Franco-Congolais et des pratiques de circulation entre la France et la RDC¹⁰⁶. Les migrants et leurs enfants nés ou arrivés très jeunes en France jouent un rôle associatif, culturel, politique et économique important dans les rapports entre les deux pays, et les Franco-Congolais sont tentés par le retour au Congo, que leurs parents n'ont pas pu ou voulu réaliser.

Logique de sédentarisation : de la diaspora congolaise aux Franco-Congolais

Tandis qu'à partir de 1982, les migrants-militants de l'UDPS s'installaient majoritairement en Belgique, les Zaïrois qui venaient en France cherchaient avant tout un avenir économique. À cette époque, la plupart des migrants congolais n'avaient accès qu'à des emplois peu qualifiés : ouvriers sur les chantiers pour les hommes ; femmes de ménage pour les femmes¹⁰⁷. Ces emplois à faible rémunération excluaient toute possibilité de retour. Leur logique de vie reposait sur une solidarité entre migrants, fondée sur les quartiers de Kinshasa, les provinces voisines de la capitale congolaise (Bas-Congo, Bandundu, etc.) et les grandes villes (Lubumbashi, Mbuji-Mayi). Des micro-communautés reflétant la mosaïque ethnique de l'ouest de la RDC se formèrent surtout à Paris et dans sa banlieue.

Pour les migrants arrivés durant cette période, adopter la nationalité française était une évidence. Envers et contre toutes les difficultés, et même quand cela n'était pas leur projet initial, ils se sont sédentarisés en France, où ils ont étudié, travaillé, se sont mariés et ont eu des enfants. Ils sont devenus « français en restant congolais d'origine, parce que c'était cohérent avec leur parcours¹⁰⁸ ». Leurs références communes étaient linguistiques (le lingala) et géographiques (Kinshasa et sa région au sens large) tandis que la musique et la sape étaient les symboles et les marqueurs revendiqués de l'identité congolaise en France, comme précédemment explicité.

106. M. Timera et J. Garnier, « Les Africains en France, vieillissement et transformation d'une migration », *Hommes et migrations*, n° 1286-1287, 2010, p. 24-35.

107. Entretiens avec des membres de la diaspora, Paris, 13 avril et 14 mai 2025.

108. Entretien avec des membres de la diaspora, Paris, 14 mai 2025.

Beaucoup d'entre eux sont des « diaspo » malgré eux. Ils sont venus en France avec l'idée de repartir en RDC après leurs études, après la chute du régime en place, après la fin de la crise économique, etc. Mais entre les hasards de la vie et la longue déliquescence de la RDC, ils ne sont finalement jamais rentrés, se sont sédentarisés en France et font souvent partie de la classe moyenne. Leur désir de retour inassouvi se traduit souvent par le souhait d'être enterrés au pays et des allers-retours plus ou moins fréquents. Il leur importe beaucoup de pouvoir circuler librement entre les deux pays car, même s'ils n'envisagent pas de se réinstaller en RDC, ils y maintiennent des liens familiaux et économiques¹⁰⁹.

Comme le résume un élu français d'origine congolaise, « la diaspora c'était la génération de ceux qui sont arrivés dans les années 1970-1980. Maintenant c'est la génération des franco-congolais¹¹⁰ ». À l'instar de la majorité des descendants de migrants, les « Franco-Congolais » occupent des professions reflétant leur diversité sociologique : infirmiers, traders, enseignants, journalistes, influenceurs, restaurateurs, etc. Comme pour leurs aînés, les artistes sont les symboles de cette première génération de Franco-Congolais. En 2022, 49 des chanteurs de rap les plus populaires en France ont des origines congolaises¹¹¹. De même, la sape et le lingala restent les marqueurs de l'identité culturelle congolaise pour les Franco-Congolais.

Né en France de parents congolais, Monsieur G est aide-soignant dans une ville de la grande banlieue de Paris. Avec ses parents, il est venu assister à un concert d'un artiste d'origine congolaise installé en France. Tous les trois portent les créations de Monsieur G, des manteaux inspirés des blouses d'infirmier et décorés de tissus imprimés africains. Comme Monsieur G l'explique : « Je suis ici pour célébrer notre musique et notre culture à travers mes créations. Parce que la RDC c'est le style et la classe. Maintenant, les couturiers congolais habillent les plus grands. »

Cet univers culturel reproduit celui de leurs parents et met en lumière la transmission de l'héritage identitaire congolais qui caractérise les Franco-Congolais. Ces derniers témoignent d'un intérêt affectif pour un pays qu'ils ne connaissent pas mais qu'ils considèrent comme une terre d'opportunités¹¹². Ils suivent de loin mais fidèlement l'actualité footballistique, artistique et politique de la RDC. De même, à l'instar de leurs

109. Entretien avec des membres de la diaspora, Paris, 3 juin 2025.

110. Entretien avec une personnalité politique d'origine congolaise, Paris, 29 avril 2025.

111. M. Bettinelli, A. Mbouche et A. Sahli, « "Rap business" : pourquoi les rappeurs d'origine congolaise dominent le rap français », *Le Monde*, 25 septembre 2022.

112. Voir le dernier chapitre de cette étude.

parents, la génération née en France et la génération 1.5¹¹³ perçoivent la nationalité française comme une sécurité juridique : « La nationalité française, c'est une sécurité¹¹⁴. »

En France, la diversité de la diaspora s'observe à travers le foisonnement d'organisations culturelles, sportives, sociales, religieuses, etc. À l'image de la Maison des étudiants congolais à Paris qui était rapidement devenue le point de ralliement des sapeurs et des musiciens, les associations culturelles congolaises ont établi un véritable agenda culturel de la communauté (concerts, festivals, défilés de mode, etc.). À côté de ces structures associatives, la diaspora a apporté avec elle ses pratiques religieuses. Bien que présente en Europe depuis 1975, l'Église Kimbanguiste¹¹⁵ ne s'est installée formellement en France qu'en 1984¹¹⁶. Tout comme en RDC, elle compte une fanfare ainsi que des paroisses en région parisienne, mais aussi à Rennes, Lyon, Lille, Chartres, Nancy et Rouen¹¹⁷.

La multiplicité des associations montre aussi le fractionnement de la communauté diasporique congolaise. En effet, les quelques structures à vocation fédérative (Fédération de la diaspora congolaise, Diaspora congolaise en France, Mouvement de la diaspora congolaise, etc.) sont loin de réunir l'ensemble des organisations congolaises en France et de faire consensus au sein de la diaspora. S'il n'y a pas de voix unique pour le monde associatif congolais en France, il y a actuellement quelques structures qui se distinguent dans son foisonnement, notamment Congo na Paris¹¹⁸. Cependant, à l'inverse de leurs parents, bien plus que l'esprit associatif, c'est l'esprit d'entrepreneuriat qui caractérise la génération des Franco-Congolais. Dans la musique, les affaires ou la politique, être congolais ou d'origine congolaise est devenu un argument marketing et un outil de réseautage.

Le rôle politique de la diaspora

Pour les migrants congolais arrivés à la fin du XX^e siècle, après la sédentarisation en France, les années 2000 furent celles de l'engagement politique. Cet engagement a souvent pris la forme d'un double militantisme dans le pays d'accueil : d'abord dans la politique locale, puis nationale française, et ensuite, plus radical et à distance, contre le conflit en cours en RDC. Bien qu'en apparence opposés, ces engagements sont en fait

113. La « génération 1.5 » est un terme qui désigne les migrants arrivés enfants ou adolescents et qui n'ont pas choisi le pays dans lequel ils vivent. Ce terme a été reformulé par le sociologue Ruben G. Rumbaut qui parle de « génération 1.25 » et « 1.75 » en fonction de l'âge d'arrivée et donc de la connaissance du pays d'origine. Cf. R. Rumbaut, « Ages, Life Stages, and Generational Cohorts: Decomposing the Immigrant First and Second Generations in the United States », *International Migration Review*, vol. 38, n° 3, 2004.

114. Entretiens avec des membres de la diaspora, Kinshasa et Paris, 2018 et 2025.

115. P. Kabongo-Mbaya, *L'Église du Christ au Zaïre. Formation et adaptation d'un protestantisme en situation de dictature*, Paris, Karthala, 1992.

116. A. Mokoko-Gampiot, « Harrisme et Kimbanguisme : 2 églises afro-chrétiennes en Île-de-France », *Hommes et migration*, n° 1239, 2002, p. 54-66.

117. Annuaire, *Kimbanguisme.net*, disponible sur : <http://archives.kimbanguisme.net>.

118. Voir le sous-chapitre « Le rôle socio-économique de la diaspora » de la présente partie.

des passerelles entre générations ainsi qu'entre pays d'accueil et pays d'origine. L'activisme politique de la diaspora se concrétisa d'abord par l'engagement dans la politique locale et ce n'est qu'avec l'arrivée de Joseph Kabila que la France devint un centre de la contestation politique. Cette contestation, parfois radicale, fut aussi l'occasion pour les Franco-Congolais de faire leur initiation politique avant d'autres engagements.

Devenir acteur de la politique française pour changer la RDC

Pour la diaspora arrivée dans les années 1980, les engagements se firent surtout à gauche, au sein du Parti socialiste et du Parti communiste, mais aussi à droite au sein de l'Union pour un mouvement populaire (UMP). De manière générale, cet engagement résulte d'une volonté de participer utilement à la vie de la commune qui les avait accueillis¹¹⁹. Une fois économiquement et socialement intégrés, les membres de la diaspora ont créé des associations regroupant des Congolais d'horizons divers. Parmi elles, on peut noter la Plateforme des associations congolaises de France (PACOF)¹²⁰, formée en 2012, et le Collectif des élus français originaires du Congo-Kinshasa (CEFOCK)¹²¹, créé en 2013. Ces organisations ont pour objectif de fédérer et mutualiser des expertises et la transmission de savoirs et bonnes pratiques apprises en France.

Véritable vitrine de l'intégration des membres de la diaspora et des Franco-Congolais dans la vie politique, le CEFOCK compte 60 membres et regroupe des élus de tous les partis de La France insoumise (LFI) à Renaissance, en passant par le Parti socialiste, le Parti communiste et les Républicains. Seul le Rassemblement national (RN) n'y est pas représenté, faute d'élus d'origine congolaise dans ses rangs. Les élus franco-congolais ont compté jusqu'à deux membres à l'Assemblée nationale : Amandine Makako de La République en marche, suppléante du député de la 3^e circonscription du Val-de-Marne de 2017 à 2024, et Carlos Bilongo de LFI, député de la 8^e circonscription du Val-d'Oise et président du groupe d'amitié France-RDC¹²².

Aussi bien la PACOF que le CEFOCK ont fait du lobbying auprès du pouvoir en France pour essayer d'influer sur la politique congolaise. Entre 2017 et 2019, ces associations ont utilisé leur proximité avec le gouvernement français pour faciliter des échanges avec le gouvernement congolais sur les questions électorales¹²³. Par ailleurs, les deux associations mènent des

119. Entretiens avec des élus français d'origine congolaise, Paris, 7, 11 et 14 mai 2025.

120. « Plateforme des associations congolaises de France (PACOF) », L'Annuaire des entreprises, disponible sur : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr>.

121. « Collectif des Élus français originaires du Congo Kinshasa (CEFOCK) », L'Annuaire des entreprises, disponible sur : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr>.

122. Composition du groupe d'amitié France-République démocratique du Congo, Assemblée nationale, disponible sur : www2.assemblee-nationale.fr.

123. Entretiens avec des membres des associations PACOF et CEFOCK, Paris, 3 avril et 9 mai 2025.

activités en RDC. Le CEFOCK soutient des projets d'appui à la formation des élus locaux. La PACOF soutient des projets de développement.

LFI est le parti politique français qui affiche un véritable intérêt pour la RDC. Jean-Luc Mélenchon s'y est rendu en octobre 2023¹²⁴ ; lors de la visite officielle de Félix Tshisekedi en France en avril 2024, le leader de LFI et Carlos Bilongo ont rencontré le président congolais et déposé une proposition de résolution visant à soutenir la RDC et à condamner l'agression du Rwanda¹²⁵. À l'opposé du spectre politique français, le RN manifeste aussi son intérêt¹²⁶. Thierry Mariani, député européen du RN, multiplie les soutiens à la RDC dans le cadre de la confrontation actuelle avec le Rwanda et effectue des séjours dans ce pays avec d'autres députés de son parti. La diaspora a donc des relais dans toute la classe politique du RN à LFI.

Outre les partis politiques, les Congolais de la diaspora et les Franco-Congolais ont aussi investi d'autres cercles de pouvoir. Ils sont, par exemple, présents dans la franc-maçonnerie et dans des cercles de réflexion tels que celui de l'ancien ministre de la Défense, Charles Millon, l'institut Thomas More¹²⁷.

S'engager en France contre le conflit en cours en RDC

L'engagement politique des Franco-Congolais commença autour du phénomène des « combattants » et de la lutte pour les droits de l'Homme. Divers groupuscules composés de jeunes français d'origine congolaise se formèrent en lien avec l'APARECO et le mouvement « Ni Putes Ni Soumises ». Pour ces jeunes qui n'étaient souvent jamais allés en RDC, cet engagement était polysémique : c'était à la fois une lutte contre les discriminations, l'expression de leur frustration face à une reconnaissance/intégration devenue difficile dans leur pays de naissance et la lutte contre la dictature dans le pays de leurs ancêtres¹²⁸. C'était aussi un moyen de se connecter avec la terre de leurs parents, de développer des réseaux d'affaires et de tisser des liens avec la société civile congolaise¹²⁹.

Alors que les « combattants » ont quasiment disparu, le conflit entre le Rwanda et la RDC, par l'entremise du M23, est la nouvelle cause de mobilisation de la diaspora. Depuis l'aggravation du conflit en 2024,

124. C. Châtelot, « À Kinshasa, Jean-Luc Mélenchon affirme sa "fraternité" avec la RDC face aux "exactions" du Rwanda », *Le Monde*, 27 octobre 2023.

125. Proposition de résolution n° 1195, « Proposition de résolution, appelant à soutenir la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo et à condamner le soutien du Rwanda au Mouvement du 23 mars », Assemblée nationale, 28 mars 2025.

126. P. Mayiro, « Agression de la RDC : les députés européens Thierry Mariani et Philippe Olivier dénoncent l'absence de condamnations face à "une guerre d'occupation et de pillage des ressources minières" », 7/7, 7 décembre 2023 ; « Le Président de la République a échangé avec une délégation de députés européens sur la crise dans l'est du pays », Présidence de la République, 7 mars 2025.

127. Entretien avec des membres de la diaspora, Paris, 14 mai 2025.

128. Entretien avec des membres de la diaspora, Paris, 7 mai 2025.

129. Entretiens avec des membres de la diaspora, Paris, 12 et 14 mai 2025.

plusieurs manifestations ont été organisées en France et la musique sert de nouveau d'outil privilégié de mobilisation. Un collectif de rappeurs franco-congolais y a consacré une chanson – « Des millions de morts au Nord-Kivu, Personne n'en parle. Il se passe des dingeries au pays de me renpa [parents]. Je pense à vous je sais qu'un jour on s'y rendra¹³⁰ » – et des musiciens multiplient les concerts de solidarité, parfois avec le soutien de l'ambassade, dont le dernier a fait polémique.

Solidarité Congo : le concert controversé

À Paris, le concert de soutien à la RDC, initialement prévu le 7 avril 2025, date de commémoration du génocide des Tutsis, s'est finalement déroulé le 22 avril, à la suite d'une plainte de l'ambassade du Rwanda. L'événement a réuni plus de 11 000 spectateurs devant 30 artistes, en majorité d'origine congolaise, performant tous bénévolement, les fonds reçus devant être redistribués au profit de la population congolaise¹³¹. Cette tâche devait être assurée par l'Unicef, qui s'est retiré après la polémique suscitée par la date initialement choisie. C'est finalement Give Back Charity, l'association de Dadju, le petit frère du rappeur d'origine congolaise Maître Gims, qui a pris le relais¹³². Le site de l'association Give Back Charity, créée en 2019, n'indique cependant qu'une seule donation, à la Fondation Panzi, en 2021¹³³.

Affiche du concert caritatif Solidarité Congo



130. « Gradur x Ninho x Josman x Youssoupha x Kalash Criminel x Damso - FREE CONGO (Clip Officiel) », YouTube, 21 février 2025, disponible sur : www.youtube.com.

131. « Au concert "Solidarité Congo" à Bercy, Gims appelle à continuer la mobilisation », *Le Huff Post*, 23 avril 2025, disponible sur : www.youtube.com.

132. R. Chanson, « Solidarité Congo à Paris : malgré la polémique, un concert sympa comme jamais », *Jeune Afrique*, 23 avril 2025 ; « À Paris une mobilisation sans précédent pour le concert Solidarité Congo », *Le Monde*, 23 avril 2025.

133. « Bukavu, vos dons ont été transmis », Give Back Charity, disponible sur : www.giveback-charity.fr.

La mobilisation de la diaspora contre le M23 et le Rwanda s'accompagne de la dénonciation d'un génocide des Congolais et d'une critique virulente de la politique de la France accusée de collusion avec le régime rwandais¹³⁴. Accusation reprise et instrumentalisée par les partis d'opposition français dans le cadre des luttes politiques nationales. Ceci constitue un cas intéressant d'interférence entre les politiques extérieure et intérieure par le biais de la diaspora. Toutefois, force est de constater l'écart entre les discours et les actes. Si la dénonciation de l'agression rwandaise et de la politique française est fédératrice dans la diaspora et parmi les Franco-Congolais, la mobilisation protestataire est restée faible et les transferts financiers aussi¹³⁵.

Monsieur F a de la famille à Goma, des cousins. Lorsque la ville a été prise par le M23 en janvier 2025, il a pris des nouvelles mais n'a rien fait pour eux, à part aller au concert de solidarité. Pour lui, il n'y a pas d'urgence à aider sa famille à Goma car, « de toute façon, ils ont l'habitude, ils n'ont besoin de rien car ils vivent dans la guerre depuis toujours.

Le rôle socio-économique de la diaspora

Les études économiques appréhendent les diasporas comme les acteurs de transferts financiers vers leur pays d'origine, mais notre recherche montre que l'inverse est aussi vrai. Par ailleurs, au-delà des classiques transferts financiers familiaux, une minorité de « diaspo » joue le rôle lucratif d'intermédiaire dans des réseaux d'affaires mondialisés.

Selon la Banque mondiale et le gouvernement congolais, en 2022 et 2023, la diaspora a transféré respectivement 1,4 et 4 milliards de dollars vers la RDC¹³⁶. L'envoi d'argent à la famille au pays est inscrit de longue date dans les pratiques. Les montants transférés varient entre 1 100 et 2 000 euros par mois en moyenne¹³⁷. Outre les classiques transferts aux familles, les Franco-Congolais et les nouveaux migrants arrivés de l'Est congolais font le choix d'investir dans des « potentiels », c'est-à-dire des individus ou des entreprises qu'ils connaissent en RDC. Ces « investissements » correspondent à la fois à des buts lucratifs et à des impératifs de solidarité. Les anciens migrants ont aussi souvent réalisé des investissements immobiliers et fonciers dans leur région d'origine. Dans un objectif de retour ou de transmigration et malgré l'insécurité juridique de la propriété en RDC,

134. Entretien avec des membres de la diaspora, Paris, 7 mars, 24 avril, 11 et 14 mai 2025.

135. N. Lopyy, « RD Congo : à Paris, mobilisation des Congolais contre la guerre », TV5 Monde, 2 février 2025.

136. G. Loando Mboyo, « Dépasser les problématiques de flux monétaires de la diaspora », *La Tribune Afrique*, 17 mars 2022 ; P. Levi Maweja, « 2023, la diaspora congolaise bat le FMI, 1,4 milliard \$US transférés contre 405,4 millions », Médiacongo.net, 23 janvier 2024.

137. « La RDC, l'argent de la diaspora et l'aide internationale », *Le Potentiel*, 13 novembre 2012 ; « Comprendre les canaux de transfert d'argent en République démocratique du Congo (RDC) », FinMark Trust, 29 mai 2018.

ils souhaitent disposer d'un lopin de terre et d'une maison. Certains financent une petite exploitation agricole dans une perspective d'autosubsistance familiale¹³⁸.

Monsieur N est étudiant à Lille. Avant d'arriver en France, il était activiste dans une association de défense des droits de l'homme au Nord-Kivu. Ayant obtenu le statut de réfugié et une bourse d'étudiant, il envoie tous les mois une somme d'argent aux membres de son ancienne association pour qu'ils puissent continuer leurs activités de défenseur des droits de l'homme.

Monsieur K est cadre à Paris et fan de *comics*. Auteur de romans de fantaisie afro et amateur de mangas, il a pris exemple sur Comic Republic, une société nigériane de publication de *comics*. Durant un séjour à Kinshasa, il a identifié des artistes locaux qu'il a engagés. Tous les mois, il leur transfère de l'argent pour qu'ils illustrent et mettent en images les scénarios qu'il leur envoie.

À l'inverse, il y a aussi des membres de la diaspora qui vivent de divers business au pays. Certains ont investi dans le transport, la restauration, etc., et gèrent leur business à distance avec les risques que cela implique.

Madame X est propriétaire d'un restaurant-club à Kinshasa. Mariée à un Français, elle vit en France et a laissé son établissement en gérance. Cette source de revenus est dépendante à la fois du sérieux des gérants et de la fréquentation par la bourgeoisie congolaise et les expatriés. Depuis l'arrivée de Félix Tshisekedi et le retour d'une partie de la diaspora, elle gère les événements de son restaurant-club *via* les réseaux sociaux et les groupes de Congolais en France et en Belgique.

Monsieur Y est propriétaire d'une société de transport opérant entre les Kasaïs et Kinshasa. Afin de limiter les risques de la gérance, il est associé avec son frère. Profitant du découpage provincial du Kasaï et de la redistribution du pouvoir en 2016, il a développé son entreprise en s'appuyant sur les réseaux locaux non chiluba. Pour lui, l'arrivée de Tshisekedi au pouvoir a été un désastre du fait de l'explosion des taxes et du clientélisme ethnique.

Toutefois, ils sont une minorité à vivre d'une activité en RDC ; la plupart ont une activité complémentaire rémunérée en France. Le plus souvent, ils possèdent une entreprise immatriculée en RDC et font de l'import-export de produits manufacturés et agricoles. Ils importent des produits agricoles, revendus dans les marchés et restaurants africains¹³⁹, et exportent des

138. Entretien avec des membres de la diaspora, Paris, 3 juin 2025.

139. Entretien avec des membres de la diaspora, Paris, 12 avril 2025.

marchandises de deuxième main, revendues au prix fort en RDC¹⁴⁰. Dans le quartier africain de Château-Rouge à Paris, existe un marché informel de produits agricoles, alimenté par des individus faisant des allers-retours entre la France et la RDC¹⁴¹.

Sous tous les régimes congolais, les membres de la diaspora qui réussissent le mieux dans les affaires sont les « porteurs de valises », ceux qui savent enchaîner les « coop » et les « frappes¹⁴² ». Des membres de la diaspora ont créé des entreprises en France afin d'effectuer des transferts financiers illicites en provenance de la RDC¹⁴³. L'exemple le plus récent de ce business est sans conteste le porte-parole du M23, Lawrence Kanyuka, qui était le propriétaire de la société Kingston Holding SAS établie à Paris, actuellement sanctionné par les États-Unis et l'UE¹⁴⁴. Les cercles dirigeants recourent également à des membres de la diaspora pour mener des opérations de blanchiment et d'évasion de capitaux, à l'image de ce jeune Congolais envoyé en Chine par des dignitaires du régime Kabila et qui s'est installé en France pour des raisons familiales. En lien direct avec les réseaux d'affaires de Kinshasa, il continue à faire des allers-retours en Chine et en Inde pour gérer des affaires. Tout comme ce jeune cadre commercial, proche des cercles présidentiels, qui, grâce à son passeport français, circule entre la France, Kinshasa et Dubaï¹⁴⁵. Certains membres bien connectés de la diaspora ne se contentent pas de développer des affaires entre la France et la RDC ; ils font partie de réseaux d'affaires mondialisés opérant entre l'Afrique, l'Europe et les places *offshore* du Moyen-Orient et de l'Extrême-Orient.

Paris-Kinshasa-Paris : le désir contrarié de retour des Franco-Congolais

Alors que leurs parents ont rarement tenté de se réinstaller en RDC, les Franco-Congolais se lancent plus facilement dans le pari risqué de la transmigration entrepreneuriale, devenant ainsi des « repatriés¹⁴⁶ ». Cela s'explique par la volonté gouvernementale affichée de faire participer la

140. « Le commerce des marchandises de seconde main “bilokos”, en expansion à Kinshasa », Agence congolaise de presse, 31 août 2023.

141. ABT SERVICE (Moteki Kwanga), « Produits alimentaires exotiques du Congo en détail », TikTok, disponible sur : www.tiktok.com.

142. Les termes « coop » et « frappe » désignent des opérations financières et des coopérations menées par des individus qui acceptent de jouer le rôle de prête-nom contre rémunération.

143. Entretiens avec des membres de la diaspora et des entrepreneurs, Kinshasa et Paris, 2018 et 2025.

144. « Sanctions List », Office of Foreign Assets Control, disponible sur : <https://sanctionssearch.ofac.gov> ; « Conflit dans l'est de la RDC : l'Union européenne sanctionne des responsables rwandais et congolais », RFI, 17 mars 2025.

145. Entretiens avec des membres de la diaspora, Paris, 22 et 23 avril 2025.

146. La transmigration est un concept d'analyse des migrations économiques. Les migrants font des allers-retours et s'impliquent économiquement dans les deux pays, celui d'origine et celui d'accueil. Cf. N. Glick-Schiller, L. Basch et C. Szanton-Blanc, « From Immigrant to Transmigrant: Theorizing Transnational Migration », *Anthropological Quarterly*, vol. 68, n° 1, 1995.

diaspora à la politique de développement¹⁴⁷, le mythe populaire de la RDC comme terre de cocagne, la formation professionnelle supérieure des Franco-Congolais et leurs frustrations vis-à-vis de la société française jugée trop discriminatoire¹⁴⁸. Non seulement le gouvernement congolais a mis en place des services d'aide au retour des migrants congolais¹⁴⁹, mais depuis 2015, le forum Congo na Paris, qui réunit les entrepreneurs d'origine congolaise en France, s'est orienté vers la promotion du retour en RDC. Charlotte Kalala, la fondatrice de Congo na Paris, est d'ailleurs une Franco-Congolaise qui, après avoir grandi et étudié en France, est retournée à Kinshasa en 2010 pour la première fois¹⁵⁰. En 2015, elle a lancé le forum Congo na Paris pour connecter les entrepreneurs de la diaspora congolaise en Europe. À partir de 2023, Charlotte Kalala a déplacé ses activités en RDC avant de revenir en France en 2025 et d'y lancer le salon Tonga Mboka – expression qui signifie en lingala « reconstruire le village/pays¹⁵¹ ». Mais d'après les exemples observés à Kinshasa et recueillis lors des interviews, l'expérience du retour de la première génération des Franco-Congolais est généralement difficile.

En effet, contrairement à la chute de Mobutu, l'alternance entre Tshisekedi et Kabila a été pacifique, la RDC n'a pas été en proie à des troubles. De ce fait, les milieux d'affaires congolais n'ont pas été déstabilisés par la nouvelle donne politique et ils se sont vite organisés pour contrer l'arrivée des jeunes nouveaux entrepreneurs de la diaspora perçus comme des concurrents¹⁵². En manque de réseaux, sans connaissance des us et coutumes des affaires locales, porteurs de projets inadaptés ou irréalistes, ces nouveaux venus ont eu beaucoup de mal à s'intégrer dans le paysage économique congolais et se sont heurtés de plein fouet à des acteurs économiques bien installés. Leurs approches « pro-business » et de management moderne risquent de compromettre les logiques de prédation et de corruption en place¹⁵³. Aussi bien à Kinshasa qu'à Goma, Bukavu et Lubumbashi, les déconvenues se sont multipliées. Après quelques mois à errer dans un milieu d'affaires où les compétences et les expériences acquises en dehors de la RDC ne sont pas des atouts comme ils le pensaient mais des

147. Le gouvernement congolais s'est doté d'un vice-ministre chargé des Congolais de l'étranger dès 2006. Depuis lors, tous les plans nationaux de développement répètent la même antienne : la diaspora doit contribuer au développement.

148. M. Devey Malu-Malu et A. Malu-Malu, « RDC : les ambitions de la diaspora congolaise », *Jeune Afrique*, 27 septembre 2019 ; A. Winnie Kabuiku « J'ai tout quitté pour vivre au Congo-Kinshasa », *Le Monde*, 9 juillet 2015.

149. La qualité et la pérennité de ses services font débat. Une première, mais éphémère, Maison des Congolais de l'étranger avait été créée en 2009. Cf. « Kinshasa : Tambwe Mwamba inaugure "la maison des Congolais de l'étranger" », Radio Okapi, 9 février 2009.

150. D. Tchimbakala, « Le salon Congo Na Paris pour connecter les diasporas congolaises », TV5 Monde, disponible sur : <https://information.tv5monde.com>.

151. Congo Na Paris est partenaire de la 7^e édition du salon Tonga Mboka (en fait, la 7^e de Congo na Paris) qui se tient en France en septembre 2025. Cf. publication Instagram : www.instagram.com.

152. Entretiens avec des membres de la diaspora, Paris, 12 et 18 mars 2025, entretiens avec des entrepreneurs et des membres de la société civile, Kinshasa, 2019-2021.

153. Entretiens avec des entrepreneurs, Paris, 15 avril 2025.

handicaps, beaucoup reviennent en France conscients qu'être d'origine congolaise n'est pas suffisant pour être le bienvenu¹⁵⁴.

Franco-congolais, Monsieur M est arrivé en RDC en 2019 avec un projet de gestion optimisée inspiré des services de la société dans laquelle il travaillait en France. Alors que les discussions avec le management d'une société de Kinshasa se passaient bien, le responsable d'un département connexe a bloqué la signature d'un premier contrat. Dès le lendemain, la direction a rejeté le projet et Monsieur M s'est retrouvé isolé aussi bien à Kinshasa que dans le reste du pays. Son projet de rationalisation des dépenses et d'optimisation des coûts de production allait à l'encontre des accords commerciaux passés avec un fournisseur pour un investissement de plusieurs millions de dollars.

Le retour en France des repatriés est souvent douloureux. En effet, une partie de ces apprentis entrepreneurs a contracté des prêts dans des banques afin de financer leur désir de Congo¹⁵⁵. Lorsque le succès n'est pas au rendez-vous, le retour en France est souvent synonyme de dettes et d'interdiction bancaire¹⁵⁶. À l'inverse, le business du retour au pays s'est révélé payant pour ceux qui ont investi dans les secteurs délaissés par les élites et ceux qui exploitent le désir de retour. Sur YouTube, les conseillers en investissements pour les candidats au retour sont légion¹⁵⁷. Tous incitent à investir dans l'immobilier et l'agriculture à Maluku – la nouvelle zone économique spéciale initiée par Félix Tshisekedi où doit être construite la ville nouvelle de Kitiko¹⁵⁸ – ou dans la « cité diaspora » de Maman Lionne¹⁵⁹. Les conseillers en investissements sur YouTube se font concurrence pour expliquer aux Franco-Congolais comment faire fortune en RDC. Pour les youtubeurs, le retour au pays est présenté essentiellement sous la forme d'un enrichissement rapide dans les affaires, avec un vague alibi moral de développement. En réaction aux critiques de plus en plus vives contre la « diaspourrie » les influenceurs/conseillers en investissements ont même développé un contre-discours qui distingue les bons et les mauvais repatriés. Ne sont les bienvenus que ceux qui sont « les bâtisseurs d'origine », les étudiants de retour avec leurs nouvelles compétences et les « porteurs de solutions », ceux qui viennent investir dans les secteurs destinés à satisfaire les besoins de l'élite urbaine¹⁶⁰.

154. Entretiens avec des entrepreneurs, Kinshasa, décembre 2019, Paris, janvier 2025 et 15 avril 2025.

155. Entretien avec des entrepreneurs de la diaspora, Kinshasa, 2018.

156. Entretiens avec des entrepreneurs de RDC et de la diaspora, Paris, 15 et 17 avril 2025.

157. Investir Au Pays, « 7 secteurs rentables en RDC en 2024 avec moins de 10 000\$ », YouTube, septembre 2024, disponible sur : www.youtube.com ; et « Immobilier au Congo : comment se lancer avec 1 000 \$ seulement ? », Club des Investisseurs Immobiliers au Congo, juin 2020, disponible sur : www.youtube.com.

158. « RDC : au Caire Tshisekedi lance le projet d'extension de Kinshasa », *Jeune Afrique*, février 2021.

159. Silvie Immobilier, « Maman Lionne (Cité diaspora) », YouTube, 25 avril 2025, disponible sur : www.youtube.com.

160. Mysha Kalala, « les 4 catégories de personnes qui rentrent au pays – Mysha Kalala », YouTube, mai 2025, disponible sur : www.youtube.com ; Mysha Kalala, « 10 secteurs dans lesquels investir en RDC en 2025 », YouTube, mai 2025, disponible sur : www.youtube.com.

Conclusion

La diaspora congolaise en France est plurielle et dynamique. Entre les premiers migrants arrivés de l'ouest de la RDC au XX^e siècle et les migrants arrivant de l'est depuis quelques années, les auto-représentations de la diaspora ne sont pas les mêmes. Entre ces deux générations de migrants s'intercalent les Franco-Congolais et leur désir de Congo. Héritiers de l'identité parentale, mobilisés contre le conflit du M23 et la politique française, ils ont pour référence le retour au pouvoir de Félix Tshisekedi. Pour cette génération de Franco-Congolais, faire partie de la diaspora n'est plus un avantage en RDC comme à l'époque de leurs parents, mais ça l'est en France dans des secteurs particuliers. En effet, que ce soit dans l'habillement ou la musique, les héritages culturels de la sape et de la rumba sont à la mode en France. L'industrie culturelle qui met en avant les différences au risque de les essentialiser permet actuellement la valorisation marchande d'une identité métissée qu'incarnent les Franco-Congolais.

Si la question de la double nationalité ne va pas être réglée à court terme, elle continuera d'être posée, car la génération des Franco-Congolais se conçoit comme une communauté transmigrante et veut donc disposer de la plénitude de ses droits dans les deux pays. Le droit de vote de la diaspora, obtenu par les parents, est en tout cas un acquis récent qui conforte la revendication de la légalisation de la double nationalité.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org